P.T.P. 2183/5 TE. E. 3507

CANEA - Datablet

Mison is KIGALI

12 WATATA In and Asukingo Mass . Ruankai Ru hengen Profit and on Cultivateur

Parmila dmotylognapiquat....

AZZETTA 100 F - 12-51

moderand Las 7 - 3 - 52 ... a

1/4 de poince. 2 : 9:.52

100 7-12-54/14-12-54/20-54/20-54/

14.12.54. [réduites à 7 j. c. P.C.]

Bapatri les

Expulse let Děsádá let

Ruhengeri

#3 pulous

Le Tribunal de Première Instance du Ruanda-Urundi séant à Usumbura en matière répressive au Degré d'Appel a rendu le jugement suivant :

Audience publique du 17 juillet

- RMPA. 383

1900 cinquante

En cause : MINISTÈRE PUBLIC

Contre

R W A T A N Amunyarwanda, muhutu, fils de Mwongera (ev) et de Nyiramatsi

(ev) originaire de la colline aukingo, coefferie Rwankeri,
territoire de Ruhengeri, résidant à la colline Fibre,
chefferie Rwankeri, ter itoire de Ruhengeri, sans profession
détenu préventivement à la prison de Kijali.

VU par le Tribunal de première instance du Ruanda-Brundi la procédure suivie à charge du prévenu ci-dessus pour avoir:

"A Ruhengeri, territoire de Ruhengeri, Résidence du Ruanda entre le "mois d'août et le 6 décembre 1951 frauduleusement soustrait au "préjudice du Gouvernement du Ruanda-Brundi I4 portes, 45 vitres et "6 pièces de bois le tout valant approximativement 20.000 francs; "Fait prévu et puni par les articles 79 et 80 du C.S.L.II;

VU le jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de Résidence de Ruanda séant

à Kigali

en date du 7 MARS 1952

dont le dispositif suit

"STATUANT CON MADICTO IR MAENT,

"Déclare l'infraction telle que libellée à la prévention établie dans le

chef du prévenu RWATAMA et en conséquence le condamne de ce chef à

une peine de trois ans de servitude pénale;

"LE CONDAMNE aux frais de l'instance taxés en totalité à la sorme de

"DEUX CENT QUARANTE CINQ FRANCS, somme réduite d'office à SEPTANTE CINQ

"FRANCS,

"FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas

de non pasement dans le délai légal;

"STATUANT SUR LA DEMANDE DE LA MARTIE CIVILE;

"Condamne Rwatama à payer à titre de dommâges intérêts au Gouvernement

du Ruanda-Urundi, la somme de MILLE HUIT CENT NONANTE SEPT FRANCS;

DONNE mainlevée de la saisie opérée sur 14 portes, I pièce de bois

et 33 Vitres et en ordonne la restitution au Gouvernement du Ruanda
"Crundi;

VU l'appel interjeté contre ce jugement par le

- RMPA. 383

prévenu le IO mars 1952;

et par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi le 22 1900 cinquente deux:

VU la fixation d'audience au 17 juillet 1952 à Usumbura ;

VU la notification d'appel et de date d'audience notifiée au prévenu ci-dessus par exploit de l'huis-

sier VANSTAEN I de Kigali

en date du 9 juillet 1900 cinquante deux;

VU l'audience du **17 juillet 1952** à laquelle le prévenu n'a pasomparu;

OUI Monsieur le Président du Siège en son rapport sur la procédure et les faits de la cause ;

OUI le Ministère Public en ses requisitions tendant à confirmation du jugement entrepris et frais d'appel:

VU l'instruction faite devant le Tribunal;

SUR QUOI le Tribunal, après en avoir délibéré, prononça le jugement suivant à l'audience du 17 juillet

prévenu , jest du / / / / / / / / / et l'appel du Ministère Public du

/QUE les dits appels sont réguliers dans les délais et, partant recevables en la forme /

ATTENDU quipyo que l'indigène Rwatana a été condamné par le Tribunal de Résidence du Ruanda le 7 mars 1952; qu'il a interjeté appel le 10 mars et le Procureur du Roi le 19 mars 1900 cinquante deux; - que les dits appels sont dans les délais et en la forme recevables;

ATTENDU que le prévenu a interjetté appel parce qu'il a volé avec le policier Patrice, qu'il a partagé avec lui, que seul il est poursuivi et soit tout restituer:

ATTYNDU que les faits par ailleurs, avoués sont conc établis; qu'ils

ont été correctement qualifiés;

ATTENDU que le Parquet n'a jugé bon après enquête que de poursuivre Rwatana, que textement quant à coloi, le premier Juge lui a infligé une peine de 3 ans de servitude pénale que vu les circonstances; - se qualité de veilleur du prévenu, l'importance du vol, la présente juridiction estime également adequate; - que donné quant aux domnages intérêts; le premier Juge a fait bonne Justice, aussi bien en ce qui concerne le quantité que la concerne décision de ces frais supplés par le prévenu exclusivement; qu'ainsi la comment. décision attaquée doit être confirmée en tout;

PAR CES MOTIFS; LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE SIEGEANT AU REPRESSIF EN DEGRE D'APPEL,

STATUANT PAR DEFAUT:

VU les textes légaux mlevés dans le jugement entrepris;

VU le Décret du 5 juillet I948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi et spécialement en ses articles 6I-66-67-68-78 et 79;

VU le Code de Procédure Pénale Congolais, rendu e xécutoire au Ruanda-Urundi par 1º0.H.U. II/82 du 21 juin 1949, spécialement en ses articles

109 à II7; OUI le Ministère Public en ses réquisitions faîtes à l'audience publique du 17 juillet 1900 c inquante deux par Monsieur le Substitut du

Procureur du Roi J. BOURGUIGNON; RECOIT l'appel du Prévenu et du Ministère Public - Les dits non fondés;

Confirme le jugement a quo en toutes dispositions. Condamne le prévenu aux frais d'appel taxés en totalité à la somme de 78 francs en édictant une contrainte par corps de 6 jours en cas de non paiement dans le délai légal;

Ainsi jugé et prononcé à Usumbura en audience publique du 17 JUILLET

1900 cinquante deux à laquelle siégeaient Messieurs:

BOURGUIGNON Ministère Public et P. DELFOSSE Greffier assumé.

LE GREFFI'R ASSUME P. DELFOSSE

Pour copie conforme

Le Greffier assumé P. DELFOSSE



LE JUGE-PRESIDENT

sé/

R. Ecrou no som 6009/Ruleuperi.

R. M. P. No 2183/S

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

(Ordonnance nº 1, du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignement du nommé (1) RWATANA, fils de Ywongero (en vi) et de Nyira.
matsi (en vi), ariginaire de la collène de Mukingo, chifferie du Revaukeri, territoire de
Ruhengeri, résidant à la collène de Kibwa, mêmes che fferie et territoire, sans propession

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	T.R.R.
Date du jugement	7 - 3 - 52
Motifs de la condamnation	Vol simple
Durée de la servitude pénale principale	Errois ans
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	7-12-5-
Décision de la juridiction d'appel	confirmation
Date du jugement d'appel	17.7.52
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	2 - 9 - 52
Date d'expiration de la peine	7-12-54

Résumé des circonstances de l'infraction.— Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existance, sa relation avec sa famille, ses ressources, etc..

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Avoir à Ruhengeri fraudaleusement soustrait au réjudice du Gouvernement du RU 14 portes, 45 vitres et 6 pièces de bois, le tout valant approximativement 20.000 frs, art. 79 et 80 C.P.L.II.

Defore rate Premerine 31-7.53 S. he Defevorate 28/3/1954 J. La Défavorable

L'Officier du Ministère Public,

Georg ETTS.

10 Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2i Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraire. — Après cinq lans, si la peine est perpétuelle.

Observations du gardien de la prison sur : médiocre 1º La conduite. 2º Le caractère. ideu. 3º Les dispositions morales du détenu. de favor ables gay, 19. 8./2 Rensiegnements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire : Ouris défaurable. 26/8/52. Rés. ad. Of.
Premature-a à paine - 1/8/53. A! Adjt. T. lauthier
decomplé la 1/2 de se paine - 1/8/53. A! Adjt. T. lauthier
-). Javourble 30/4m/1754 de 1.71 Renseignements complémentaires à douner par le Conseiller Juridique : A représenter dans un an 5 septembre 1952 A representer dans luit mois

Le Converneur du Runda-Urandi P. O. Le Connailler Juridique.

frem horest

A ne plus représenter Usumbura, le 2 1 AVR 1954 Pour le Gouverneur du R.U. Le Chel du Sérvice de la Justice et du Contentieux "H. BORREUX."

Fine hot

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

			-	
Reg.	du	M.P.	No	2783/5.
Reg.	du	rôle.	No	549

-	121	147.1		M /	VL
	$I \setminus I$	121	u_{L}	31.7	14

L'officier du	Ministère Public	près le Tribunal de	Ic Instance	dr Branda-Um
di, résidar	nted Rigali			

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923 ;

de recevoir et emprisonner le nommé	
fié, détenue à la prison de Tigali	
condamné par jugement du Tribunal de la condamné par jugement de l	1
du chef d (TOTR AT VERSE)	
105 2	

L'Officier du ministère Public,

REQUISITION A FIN D'EMPRISONNEMENT	TRIBUNAL 1 Entance Hapel	
Reg. du M.P. No 383/R Reg. du rôle. No		
L'officier du Ministère Public	près le Tribunal de 1° Infance	X
du 11 juillet 1923 ; Requiert Monsieur le Gardien	n de la prison à Mayers Lacra Migo	ali
de recevoir et emprisonner le nomm	né Russana fili de Uningo	ZR (P.V)
condamné par jugement du Tribuni	al J. Intario Thapel	
en date du 17 fesselles à Gross dus de S.	1952 devenu irrévocable le	195
du chef d Vol sample		
100		
Celle reganule cell de 1 de	e 29 acfelembre 195 t	wo

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire et la contrainte par corps,

R.M. V. A 383

Eoutes CI

Tribunal de 1 Intance Appel

Conseil de guerre

L'Officier du Ministère public près le Conseil de guerre de
En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :
Requiert le gardien de la prison de Higali
de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé Rusabana (R.M.2. 2183 / 1132)
condamné par jugement du Tribunal de T. Finstance Hiphel Conseil de guerre de
du 17 fuillet 19 52, devenu irrévocable le de servitude pénale subsidiaire à défaut de
payer l'amende de
de contrainte par corps faute de paiement de la somme de 75 et de 78 franss
montant des frais du procès (ou) à de contrainte par
corps faute de verser la somme de montant des dommages intérêts
à la partie civile.
A Usa le 9 octobre 1952
C ned. a 7 forum L'Officier du Ministère Bublis, du Rai, Baron G. le MAIRE de WARZEE

original

R. P. A. No 275 R. M. P. 2183 / KIG. /R. MPA 3.83

Notification d'appel et de date d'audience

	L'an mil neuf cent cinquante deux	, le9	lue	jour du mois
de	hullet	/		•
	A la requête de P. DELFOSSE			
	Je soussigné laustaur 19 Hu	issier assermenté deme	eurant à Ku	oal.
	Ai donné notification à RWATANA, munyar	wanda, muhutu,	fils de Mwon	gera (ev),
***************************************	et de Nyiramatsi (ev) originair Rwankeri, Territoire de Ruhenge chefferie Rwankeri, Territoire détenu à la prison de Kigali.	ri, résidant à	la colline K	ibwa.

	ant profession de		7	
	nt à :et l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi d		Lee-m	eme
par	acte du 22 mars I900 cinquanțe d	eux		
du ju	jugementrendu le7 mars 1952	par le Tribunal de Rés	sidence deu Ruand	a à Kigali
en ca	cause: Ministère Public contre RWATANA			préqualifié
préqu	Et d'un même contexte, j'ai huissier soussigné, si qualifié la date d'audience devant le Tribunal de pres		ura, y séant, siègear	nt comme juri-
	tion répressive au degré d'appel, du	s, à laquelle la cause ser	ra appelée	

he for fair de centre

Dont acte: COUT 8 FRANCS.

L'HUISSIER,

ATTENDU qu'il résulte de l'enquête menée par l'Officier de Police Judiciaire ALJS que le matériel manquant a l'inventaire lors de l'arrestation du prévenu se composair de 8 caisses de vitres, 16 portes et 12 pièces de bois d'une valeur totale de 34.500 francs;

QUE le bâtiment qui les contenait a été laissé sans surveillance du 28 octo-

bre am 3 novembre 1951;

ATTENUJ qu'ont été saisies 14 portes,33 vitres et une pièce de bois; que les 12 vitres et les 5 pièces de bois pour lesquelles le prévenu est également en aveu, n'ont pu être saisies, c's matériaux ayant été employés, brisés ou n'ayant pu être retrouvés; qu'à peu près tous les matériaux furent retrouvés chez les acquéreurs et dans les proportions révélées par le prévenu; que cette circonstance laisse présumer que le prévenu n'a pas volé davantage qu'il ne le reconnaît; qu'en ce qui concerne notamment les vitres, il n'est pas établi que les huit caisses q ui auraient du contenir chacune 20 vitres n'étaient pas éntamées;

AT ENU qu'il résulte de ce qui précède que le prévenu s'est rendu coupable de vol simple, fait prévu et sanctionné par les articles 79 et 80 du Code Pénal, Idvre II et que la preuve du vol quant à son importance n'est requise que pour I4 portes, 45 vitres et 6 pièces de bois;

QUANT A LA PARTIE CIVILE:

ATTEMBU que le Gouvernement du Ruanda Urundi, agissant par Monsieur BAUDOUR, Secrétaire de la Résidence du Ruanda, dûmenţ muni des pouvoirs nécessaires comme il résulte d'un télégramme émanant de Monsieur le Gouverneur du Ruanda Urundi, document qu'il verse au dossier, déclare à l'audience de ce jour vouloir se constituer partie civile au nom de son mandant et réclamer à ce titre main levée de la saisie opérée sur les matériaux récupérés, la restitution de ceux ci et des dommâges-intérêts s'élevant à I.897 france;

ATTENDU que la constitution de partie civile est régulière; que sa demande est desende est fondée; qu'il y a donc lieu d'y faire droit; qu'en effet le souvernement du Ruanda Urundi est propriétaire des matériaux volés par le prévenu et que le préjudice subi sera équitablement réparé par la restitution de la partie des matériaux litigieux qui a pu être récupérée et saisie et par l'allocation d'une somme de I.897 francs représentant la valeur des matériaux volés par le prédenu et qui n'ent pû être récupérés(12 vitres x IO6 francs et 5 pièces de bois à I25 francs, valeur moyenne;)

PAR CES MOTIFS

VU les articles 9-7-8-9-15-16-17 du Cede Pénal, vivre I;

VU les articles 79 et 80 du Code Pénal, Livre II;

VU le décret du 11 juillet 192 formant avec les décrets modificatifs le Code de Procédure pénale; le décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda Urundi par ordonnance du 18 mai 1940; le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT

DECLARE l'infraction telle que libellée à la prévention établie dans le chef du prévenu RWATAWA et en conséquence le condamne de ce chef à une peine de TROIS ANS de servitude pénale;

LECONDANNE aux frais de l'instance texés en totalité à la somme de DEUX CENT QUARANTE CINQ FRANCS, somme réduite d'office à SEPTANTE CINQ FRANCS:

FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non paiement dans le délai légal;

TABLANT UR DA CREANDE DE LA CARTIS CIVILEI

COMDANNE RWATARA à payer à titre de dommêmes intérêts au Gouvernement du Ruanda Urundi, la somme de HILLE HUIT CENT NOMANTE SEPT FRANCS;

DEBNE main levée de la saisie opérée sur I4 portes,I pièce de bois et 55 vitres et en ordonne la restitution au Gouvernement du Ruanda Urundi;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 7 mars 1900 cinquante deux à Kigali à laquelle siégement Messieurs:

ANDRE PREUD HOMME, CHARLES SACRE, VICTOR ROUARD, JUGE SUPPLIENT, OFFICIER DU MINISTÈRE PUBLIC, GREFFIER,

LE GREFFIER.

LE JUGE SUPPLEANT,

V.ROUARD.

A.PREUD HOME.

PARQUET DU RUANDA KIGALI.

AVIS	DE	FIXATION	AU	GARDIEN	DE	Λ .I	PRISON	DE	KIGALI.
	-					in the same of			

Le dossier R.M.P. Nº 2/83/8
en cause de 1) Aun Ann
2)
3)
4)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal de Mesidence de

RUANDA

Kigali, le /2 · 2 · 195 2 .

Le Secrétaire du Parquet,

Decen 90



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)
supléant (Résidence de Ruanda, à Kigali
Le Juge du Tribunal de
Vu les pièces de l'instruction à charge de / munyarwanda, préqualifié, détenu
à na prison de Kigali.
prévenu de vol simple, art. 79 et 81 C.P.L. 11.
Vu l'ordonnance en date du D.P. 20 décembre 51
autorisant la mise en détention préventive;
Our le Ministère Public en ses réquisitions;
Entendu l'inculpé et son défenseur M agrée par
nous (2)
Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;
Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)
Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;
Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 4 janvier 52 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)
Fait à Kigali le 3 fevrier 52
supléant (Résidence de Ruanda, à Kigali.
Le Juge du Tribunal de
D. Vauthier

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a competence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)
Le Juge du Tribunal de Residence des Ruanda, résidant à Kigali Residence des Ruanda, résidant à Kigali
Vu les pièces de l'instruction à charge de RWATANA, nunyarwanda, préqualifié, détent à la prison de Kigali
prévenu de vol simple (art.79-80 du C.P. L.II)
Vu l'ordonnance en date du 20 décembre 1951
autorisant la mise en détention préventive;
Our le Ministère Public en ses réquisitions;
Entendu l'inculpé et son défenseur Mc
HOUSY(2)x
Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;
Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)
Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;
Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 20 décembre 1951 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)
Fait à Kigali le 4 janvier 1952
Le Juge du Tribunal de D. VAUTHIER, Résidence de Ruanda, à Kigali Bolies de
(1) (autie-)

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
 - (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

mois de Grand Nous Dar La La Juge de Tribunal de Résidence della distribunation de Tribunal de Police de a comparu le nommé a comparu le nommé de L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence della distribunation de l'instruction du chef de vol ad plo (une 17 20 Cal 1 de la exposé qu'une instruction du chef de vol ad plo (une 17 20 Cal 1 de la exposé qu'une instruction du chef de vol ad plo (une 17 20 Cal 1 de la comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait parait constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six nois que des circontances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction. Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante 20 du plus de Police de l'instruction. L'an mil neuf cent cinquante 20 du plus de Police de l'instruction et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'infraction est punissable de plus de sincersités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive. Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.
L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence dell Linguis de Linguis de Louis
L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence den annude i l'agrat de exposé qu'une instruction du chef de vol simple (art. 75-00 g.). I était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait parait constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus do circulus que des circontances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction. Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante of l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante of l'inculpé. L'an mil neuf
L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence den annude i l'agrat de exposé qu'une instruction du chef de vol simple (art. 75-00 g.). I était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait parait constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus do circulus que des circontances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction. Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante of l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante of l'inculpé. L'an mil neuf
était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus do six nois que des circontances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction. Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante. Nous D. V. T. T. J., Juge du Tribunal de Résidence des plus de Police de Attendu que le nommé. Attendu que le nommé. Attendu que l'infraction est punissable de plus de sir via de de de de l'instruction est punissable de plus de sir via de
était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus do six nois que des circontances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction. Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante. Nous D. V. T. T. J., Juge du Tribunal de Résidence des plus de Police de Attendu que le nommé. Attendu que le nommé. Attendu que l'infraction est punissable de plus de sir via de de de de l'instruction est punissable de plus de sir via de
constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plas do plas nois que des circontances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction. Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante. Que une place de l'inculpé. L'an mil neuf cent cinquante. Que une place de l'inculpé. L'an mil neuf cent cinquante. Que une place de l'inculpé. Nous D. V. T. L., Juge du Tribunal de Résidence de l'inculpé. Attendu que le nommé. D'inculpé. Attendu que le nommé. D'inculpé. est prévenu de Vol simple d'une instruction judiciaire au Parquet de l'inculpé. Attendu que l'infraction est punissable de place de simple side side serieux de culpabilité. Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plas do plas nois que des circontances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction. Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante. Que une place de l'inculpé. L'an mil neuf cent cinquante. Que une place de l'inculpé. L'an mil neuf cent cinquante. Que une place de l'inculpé. Nous D. V. T. L., Juge du Tribunal de Résidence de l'inculpé. Attendu que le nommé. D'inculpé. Attendu que le nommé. D'inculpé. est prévenu de Vol simple d'une instruction judiciaire au Parquet de l'inculpé. Attendu que l'infraction est punissable de place de simple side side serieux de culpabilité. Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
que des circontances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction. Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante. Que mois de décembre. Nous D. M. T. T. T., Juge/du Tribunal de Résidence de
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction. Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante. Ot mus. ,le vinati e jour du mois de déce bre juge de Police de Attendu que le normé. Disputable et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de l'instruction et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé. Le comparant expose. L'an mil neuf cent cinquante. Qui in le vingui e jour du mois de déce bre jour du Tribunal de Résidence de l'inculpé. Nous R. N. 17 17 19 Juge du Tribunal de Résidence de l'inculpé. Attendu que le nommé. Maranta de prévenu de vol simple de plus de sit l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de l'inculpi et fait l'objet d'une instruction est punissable de plus de sit une fait l'objet d'une instruction est punissable de plus de sit une fait l'une de sindices sérieux de culpabilité Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
L'an mil neuf cent cinquante. Que la le vingli e jour du mois de déce bre sur l'annument de Police de Attendu que le nommé. Juge de Police de Attendu que le nommé. Attendu que l'infraction judiciaire au Parquet de l'infraction est punissable de plus de air nie de l'infraction et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
L'an mil neuf cent cinquante. Ot manual, le vingti de jour du mois de décombre juge du Tribunal de Résidence de jour du mois de l'infraction est punissable de plus de situation de l'infraction est punissable de plus de situation de l'infraction est punissable de plus de situation est que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
Nous
Attendu que le nommé
est prévenu de Volume instruction judiciaire au Parquet de Light de Situation de Light de Light de Situation de Light de L
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de l'april de sit l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de l'april de sit l'objet d'une instruction est punissable de plus de sit de sit de sit de l'instruction qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
Attendu que l'infraction est punissable de plus de situation de culpabilité Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
Attendu que l'infraction est punissable de plus de situation qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
rieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction. Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.
vu les afficies 33 et 34 du code de procedure penale.
Ordonnons que le nommé
soit conduit et détenu à la prison de
Notifié au prévenu le 195
Le Juge suplicant
Pour abtonin as modèle mont le 0 55
Pour obtenir ce modèle rappelez le no C. 55.

J.H.

R.M.P. 21,3/s.

Si	gnalement: MANDAT D'ARRET
Taille	(Décret du 11 juillet 1923).
Cheveux	
Sourcils	
	DDO HISTITIA
Front	PRO JUSTITIA
Nez	
	(Tribunal
	Nous, Officier du Ministère public près le de
	culiers · (Conseil / de guerre
Signes partic	uncis .
	Première Instance du Ruanda-Urundi, résident à Kigali.
	Vu les pièces de la procédure instruite à charge de
	HVATAMA, munyarvanda, muhutu, fils de Nwongera(ev) et de Nyiramatsi
	Mandons et ordonnons que le susdit TATATATA;
	soit arrêté et conduit à la maison centrale d' e. Kigali
	Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de
	prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat .
	Fait à ligali , le 15 Décembre 195I
	L'Officier du Ministère Public.
	CH. SACRE.

⁽¹⁾ Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

⁽²⁾ Indiquer le lieu de détention.

RESIDENCE DU RUANDA TERRITOIRE DE RUHENGERI PRISON DE RUHENGERI

EXTRAIT DU CAHIER DES FUNIFIONS

THE NAME OF THE PART OF THE PA

Le nommé: TWATAMA

a subi pendant sa détertion à la prison de Ruhengeri les punitions suivantes:

Jours de cachot: -

Fouets:

Privation de promenades: -

Privation de visites: -

Motifs des punitions: -

Ruhengeri, le 14-12-1951 Le Gardien de Prison, Ribidence du Dannda Territoire de Nubergeri.

Trison de Rui mont.-

ATTERNATION OF SECURITIONS STORY OF BUILDING

Reals of Homes RWATAIYA

lus effets personnels activists, déposés à la mulson de faire gori.

Magnes: -

Capitallas: 1

Variation: --

Chemises: 4

Volumen -

Allont: --

Rukengeri, la 14.- 12.- 1951.-Le gardien de Brison.-

AVIG DE HANSFERT

Nous soussigné. M.J. Robert à Ruhengeri
mandons le gardien de prison de
de vouloir bien incarcérer le nommé T.W.H. T.H.IY.H
sils de . Anwongera (+). et de l'hiramace (4-0).
colline de Gunhingo sous-chet . Rugin Some
chef Rua burindi. Territoire de . Ruhenger
chet Rua hundi Cerritoire de Ruhengeri
Prévenu d'avoir.

INFRACTION prévue par
Mis en détention préventive depuis le 7 12. 1951.
Suivant: Le P. V. S'arrentation De l'DP. J. IV. J.S. R.
Iscorte: L Palieirs
Témoins:

Ruhengeri, le 14-12-1957

Le Gardien de Prison,

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS=VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent company et un , le septieine de
jour du mois de slevembre
Nous, N'SS Paveer , Ag Vers pas.
en Territoire de Aukeug cri , Officier de Police Judiciaire à compétence
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé AWATANA, fils de Murangera (r)
et de Pryvoumake (e.o), originaire du Territoire de Quipeuperi : chefferie Quou peri , sous-chefferie Quamolana
colline Muhango, résidant àchuellement à la evel. Hilave s/ch. Lerupy: cheff. our Dwan heri derr. Duhengeri' inculpé de vol ample et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou reputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
ou parquet en Durante i Bugali
Je jure que le présent procès-verbal est sincère.
L'officier de Police Judiciaire,

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.